

## Nouvelles locales du jeudi 08 septembre 2011

@rib News, 09/09/2011 Justice- Le président de l'Aprodh Pierre Claver Mbonimpa a comparu ce mercredi devant le parquet de Bujumbura pour être entendu par la justice burundaise sur la mort de l'ancien vice-président de l'Olucome Ernest Manirumva, tandis que le président de l'Olucome Gabriel Rufyiri a été entendu ce jeudi sur ce dossier.

[Rpa/Isanganiro/Bonesha/Rtr]- Ce jeudi, le président de l'Olucome Gabriel Rufyiri a passé plusieurs heures devant le procureur de la ville de Bujumbura où il a subi un interrogatoire sur l'assassinat de son ancien vice-président tué en 2009 par arme blanche. Lors de cet interrogatoire, Rufyiri a répondu à 24 questions posées par le procureur en rapport avec un témoin qui aurait voulu s'exprimer sur la mort de Manirumva mais qui est pour le moment dans un endroit inconnu, ont souligné des sources sur place. [Rpa/Bonesha/Isanganiro]

- Selon des sources du parquet, ce témoin n'est pas encore connu mais précisent que Neela Ghoshal, Gabriel Rufyiri et même le président de l'Aprodh semblent être accusés par le procureur d'avoir étouffé certaines informations sur la mort de l'ancien vice-président de l'Olucome tué en 2009. Ces mêmes sources ont fait savoir que ce témoin non encore identifié s'était confié à l'Olucome pour dire comment Manirumva a été tué, mais que curieusement, il a été en un endroit inconnu et que même la justice n'a pas eu accès sur lui. [Isanganiro]- Le directeur général du Foras lors d'un forum de renforcement de la société civile que la convocation des leaders de la société civile par la justice burundaise est une façon de leur faire peur et de les contraindre à se taire devant des cas de corruption, d'exécutions extrajudiciaires qui s'observent ces derniers jours au Burundi. [Rpa/Bonesha/Isanganiro] Sécurité- Le porte-parole du gouvernement burundais Philippe Nzobonariba s'inscrit en faux contre les propos du président de l'Aprodh, Pierre Claver Mbonimpa, accusant le pouvoir d'avoir planifié des tueries contre les membres des partis d'opposition à commencer par les membres du parti FNL. Selon le porte-parole du gouvernement, ce plan d'attaque «à Safisha» n'existe pas et n'a jamais existé. [Isanganiro]- Selon le porte-parole du gouvernement, si le plan existe c'est un plan propre à la société et aux partis d'opposition qui, selon lui, cherchent toujours des moyens de noircir l'image du gouvernement.

[Isanganiro]- Tout en reconnaissant qu'il y a des cas de tueries dans le pays ces derniers jours, le porte-parole du gouvernement burundais a fait savoir que des gens impliqués dans des affaires de meurtres sont souvent frappés par la justice et que leurs procès ne tardent pas à tomber. Selon Philippe Nzobonariba, des cas de banditismes qui s'observent dans ce pays sont sous contrôle des forces de l'ordre qui, selon lui, ont maîtrisé certains endroits qui étaient distendus dans des cas d'insécurité. [Isanganiro]- Le président de la Ligue des jeunes du parti présidentiel Ezeckiel Nibigira avait aussi tenu presque le même langage dans une conférence de presse de ce mercredi. Selon lui, certains accusent les jeunes de son parti d'être des agresseurs alors qu'ils ne sont même pas impliqués dans ce projet d'attaque.

[Rpa/Bonesha/Isanganiro]- Le président de la ligue des jeunes du parti présidentiel avait fait savoir qu'il est possible que les jeunes se mettent ensemble pour se parler et qu'ils pouvaient se comprendre surtout que tous les jeunes ont en commun une chose : ils ont une longue vie devant eux par rapport aux autres gens. [Rtr/Rtnb/Bonesha/Isanganiro/Rpa] Santé- Les habitants des communes de Rumonge, Burambi et Buyengero seraient menacés par l'épidémie de choléra qui fait rage ces derniers temps dans ces communes, selon des sources sur place à Rumonge. Cependant, la commune la plus touchée est celle de Rumonge qui a déjà enregistré des cas de décès suite à ce fléau. Des sources médicales à Rumonge ont fait savoir que deux personnes viennent de décéder suite à cette maladie. Ces mêmes sources précisent que ces personnes ont été admises à l'hôpital tardivement raison pour laquelle les efforts des médecins n'ont pas été suffisants pour les ranimer. [Isanganiro]- L'association internationale SidAction se montre inquiète par le manque de médicaments dans les stocks du pays ces derniers jours. Dans un communiqué de presse rendu publique ce mercredi, cette association basée en France souligne que le gouvernement devrait établir des responsabilités et punir ceux qui se montrent coupables de cette pénurie d'ARVs, ce qui a déjà fait des victimes dans le pays. [Rpa]- SidAction est une association regroupant des pays en développement de même que la France. Elle compte au moins 29 pays, selon le communiqué publié ce mercredi. Le Burundi venait de passer presque 7 mois sans ARVs et des vies humaines avaient été perdues suite à cette pénurie. [Rpa]